



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

A/38/807  
S/16495  
19 avril 1984  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE  
Trente-huitième session  
Point 41 de l'ordre du jour  
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SECURITE  
Trente-neuvième année

Lettre datée du 19 avril 1984, adressée au Secrétaire général par  
le représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte d'une lettre datée du 19 avril 1984, qui vous est adressée par M. Nail Atalay, représentant de la République turque de Chypre-Nord.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette lettre comme document de la trente-huitième session de l'Assemblée générale, au titre du point 41 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) A. Coskun KIRCA

Annexe

Lettre datée du 19 avril 1984, adressée au Secrétaire général  
par M. Nail Atalay

J'ai l'honneur de me référer à la lettre datée du 3 février 1984 (A/38/782-S/16312) qui vous a été adressée par M. Constantine Moushoutas, le soi-disant "représentant permanent de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies", lettre qui constitue une tentative grossière pour détourner l'attention des faits relatifs au comportement indécent et profondément provocateur des soldats chypriotes grecs postés le long des lignes de cessez-le-feu. Ce comportement a aussi fait l'objet d'un film diffusé par la télévision locale les 26 et 30 décembre 1983.

Les preuves concrètes et irréfutables présentées à cet égard à la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre et dont je vous ai également entretenu dans ma lettre du 16 janvier 1984, auraient incité tout coupable à baisser la tête de honte ou du moins à rester silencieux. Or, à ce qu'il paraît, avoir l'élégance d'admettre sa faute ou sa responsabilité n'est pas une qualité cultivée par le Gouvernement chypriote grec, pour accablantes que soient les charges qui pèsent sur lui. Aussi me permettrai-je de citer, au risque de me répéter, une source chypriote grecque plus consciencieuse, le quotidien Fileleftheros qui, dans son numéro du 30 décembre 1983, a eu le courage de présenter très franchement les faits pertinents à l'opinion publique chypriote grecque :

"Au vu du film tourné par les Turcs dans la zone située entre les lignes de cessez-le-feu, on se rend compte qu'en enquêtant sur la conduite de nos soldats, M. Denktas a fait preuve d'esprit et a montré aussi qu'il dit la vérité... Au lieu de faire un éclat, voire de nous plaindre de ce film, nous ferions mieux de nous taire, déshonorés que nous sommes par la conduite qu'il dépeint de nos soldats le long de la Ligne verte."

M. Moushoutas ne peut rejeter cet article du Fileleftheros en prétendant qu'il reflète "les vues de la rédaction", ou en invoquant la "liberté de la presse". A l'exception de M. Moushoutas lui-même, aucune des personnes concernées n'a mis en doute l'authenticité du film en question, y compris les responsables de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre auxquels il a été montré. En fait, ce n'est qu'après que le commandant de la Force eut examiné la question avec les commandants de la "Garde nationale" chypriote grecque qu'on a enfin pu mettre un terme aux gestes indécents et aux actes de provocation de même nature décrits dans le film.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de la trente-huitième session de l'Assemblée générale, au titre du point 41 de l'ordre du jour, ainsi que du Conseil de sécurité.

Le Représentant de la République  
turque de Chypre-Nord,

(Signé) Nail ATALAY